

Le Vatican veut-il faire taire InfoVaticana ?

Author : Riposte Catholique

Categories : [Divers Osservatore](#), [En Une](#), [Osservatore Vaticano](#)

Date : 11 mars 2018



Pour la septième année consécutive, le cabinet Baker McKenzie a obtenu une [notation parfaite](#) lors de la campagne 2017 de la *Human Rights Foundation* pour l'égalité dans l'entreprise, gagnant le titre de « *Meilleur lieu de travail aux États-Unis pour les LGBT* ». Septembre 2017 : Baker McKenzie Londres publie ses directives pour la [transition transgenre](#). 13 000 collaborateurs, 2 milliards de chiffre d'affaires, 77 bureaux dans 47 pays : le cabinet Baker McKenzie est le deuxième cabinet d'avocats au monde.

C'est surtout, comme le relève [Il Messaggero](#), principal quotidien romain, le cabinet choisi par le Vatican pour annihiler le portail d'information espagnol [InfoVaticana](#).

Depuis mai 2017, « la firme » – comme l'appellerait John Grisham – poursuit Gabriel Ariza, le directeur d'*InfoVaticana*, lui intimant, à la demande de la Secrétairerie d'État du Vatican :

1. de changer ses logos, pourtant régulièrement déposés au niveau espagnol, au motif que l'un reproduit les clés de saint Pierre et l'autre le blason de la Cité du Vatican,
2. puis, *InfoVaticana* n'ayant retiré que le blason de la Cité du Vatican mais conservé les clés de saint Pierre (considérées symbole héraldique), de transférer aussi « immédiatement » le nom de domaine à la Secrétairerie d'État (courrier de 7 pages du 7 août 2017), menaçant même Gabriel Ariza d'une plainte pour « concurrence déloyale ».

En décembre 2017, *Infovaticana*, qui repose sur une équipe de trois personnes dont seulement une est salariée, achève de retirer tous les logos incriminés de son portail et adopte une nouvelle identité visuelle et en informe le Vatican demandant en revanche l'arrêt de toute action légale de sa part et l'abandon de la requête de transfert de propriété du nom de domaine, arguant que, dans le domaine de l'information hispanophone la formule info + objet est courante.

Baker McKenzie, qui jusque-là avait indiqué que son client désirait une solution amiable, réitère alors la requête de transfert immédiat du nom de domaine, concédant toutefois un délai de six mois pour permettre la redirection du trafic d'*InfoVaticana* vers un nouveau site.

Gabriel Ariza vient de répondre qu'*InfoVaticana* refusait de céder à cette tentative de censure, révélant que c'était le cardinal Blazquez, président de la conférence épiscopale espagnole, qui était intervenu auprès de la nonciature à la requête de plusieurs de ses confrères, pour demander la fermeture d'*InfoVaticana*. Plus que la liberté de ton – plus souvent respectueux et déférent que polémique – c'est le travail même d'information du site, et son succès (plus de 60 000 visites quotidiennes) qui gêne certains évêques espagnols. *InfoVaticana* met en effet au grand jour toutes les compromissions quotidiennes de ces prélats avec cette mondanité si souvent décriée par le pape François et si arrogante en Espagne, de *Podemos* qui rêve de rallumer la guerre civile aux lobbies gay, catalan ou féministe devant lesquels tant d'ecclésiastiques ibériques se couchent.

Que le Vatican protège son image est une chose, que le Vatican couvre la corruption de son clergé en est une autre. Surtout, encore une fois, flotte comme un air d'hypocrisie du côté de Santa Marta : alors que le pape François se fait le champion de la lutte contre la mafia et des droits des plus faibles, sa Secrétairerie d'État s'offre les services d'un des plus puissants et coûteux cabinets d'avocats du monde pour faire taire une voix non alignée.